

ACTION URGENTE

PERTE DE CONTACT AVEC UNE JOURNALISTE DÉTENUE

Le 12 avril 2020, l'administration de la prison pour femmes d'Al Qanater a commencé à autoriser la plupart de ses détenues à recevoir une fois par semaine des vêtements, de la nourriture, du désinfectant, des lettres et un repas chaud déposés par leurs proches, après avoir suspendu les visites en mars. Cependant, la famille d'une journaliste détenue arbitrairement, Solafa Magdy, n'a pas été autorisée à lui apporter des colis jusqu'au 29 avril. Ses proches n'ont encore reçu aucun appel ni courrier de sa part, ce qui suscite leurs craintes pour sa sécurité alors qu'une épidémie de COVID-19 peut survenir à tout moment en prison.

PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS

Procureur général - Hamada al Sawi
Office of the Public Prosecutor
Madinat al-Rehab
Cairo, Égypte
Fax : +202 2577 4716
Twitter : [@EgyptJustice](https://twitter.com/EgyptJustice)

Monsieur le Procureur général,

Le 10 mars 2020, les autorités égyptiennes ont suspendu toutes les visites en prison afin d'empêcher la propagation du COVID-19. Les autorités n'ont pas mis en place de moyens de communication de remplacement pour les détenus et leurs proches et avocats, tels que des appels téléphoniques bimensuels comme le prévoit la législation égyptienne.

Le 16 avril, l'administration de la prison pour femmes d'Al Qanater a empêché la mère de Solafa Magdy de lui envoyer de l'argent, de la nourriture et du désinfectant tandis que la plupart des autres détenues ont été autorisées à en recevoir depuis le 12 avril. Certaines, mais pas toutes, ont pu envoyer et recevoir des correspondances écrites.

Les proches de Solafa Magdy craignaient qu'elle n'ait fait l'objet de mesures disciplinaires, car les autorités de la prison empêchent les personnes détenues en cellule disciplinaire de recevoir des visites et des colis de leur famille. Le 29 avril, ses proches ont finalement été autorisés à lui envoyer de la nourriture et des produits d'hygiène, mais ils demeurent inquiets pour sa sécurité étant donné qu'ils n'ont reçu aucune lettre de sa part.

Les journalistes Hossam el Sayed et Mohamed Salah, détenus à la prison de Tora, reçoivent des articles de première nécessité envoyés chaque semaine par leur famille depuis le 12 avril. Ils ont également pu recevoir des lettres, mais pas en envoyer.

Amnesty International considère que Solafa Magdy, Hossam el Sayed et Mohamed Salah sont des prisonniers d'opinion, détenus uniquement pour avoir fait leur travail légitime de journaliste et pour avoir défendu des victimes de violations des droits humains.

En conséquence, je vous prie instamment de libérer ces trois personnes dans les meilleurs délais et sans condition. Dans l'attente de leur libération, je vous appelle également à veiller à ce qu'elles disposent de moyens leur permettant de communiquer régulièrement avec leurs proches et leurs avocats. Enfin, j'engage les autorités égyptiennes à libérer immédiatement et sans condition toutes les personnes détenues uniquement pour avoir exercé leur métier de journaliste et pour avoir exprimé pacifiquement leurs opinions, ainsi qu'à prendre des mesures pour protéger la santé de tous les prisonniers dans le contexte de la pandémie de COVID-19.

Veillez agréer, Monsieur le Procureur général, l'expression de ma haute considération.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



COMPLEMENT D'INFORMATION

Solafa Magdy, Hossam el Sayed et Mohamed Salah sont des journalistes indépendants qui travaillent pour différents médias. Solafa Magdy et Hossam el Sayed sont mariés et ont un fils de sept ans. Amnesty International pense que la détention de ces personnes est uniquement liée à leurs écrits et à leur militantisme sur les réseaux sociaux visant à défendre les prisonniers d'opinion et les victimes de violations des droits humains, notamment leur amie [Esraa Abdelfattah](#), une journaliste et militante qui est également en détention.

Solafa Magdy et Mohamed Salah font l'objet d'accusations forgées de toutes pièces d'« adhésion à un groupe terroriste » et de « diffusion de fausses nouvelles », Hossam el Sayed étant pour sa part inculpé d'« appartenance à un groupe terroriste » dans le cadre de l'affaire n° 488 de 2019, relative aux manifestations antigouvernementales de mars 2019. Tous trois sont détenus depuis le 26 novembre 2019. Le 15 mars 2020, le ministère égyptien de la Justice a suspendu toutes les audiences des tribunaux afin d'empêcher la propagation du COVID-19. Par conséquent, plus aucun détenu, y compris Solafa Magdy, Mohamed Salah et Hossam el Sayed, n'est transféré pour des audiences de procès ou de renouvellement de leur placement en détention.

Depuis que le président Abdel Fattah al Sissi est au pouvoir, les autorités ont bloqué arbitrairement des centaines de sites Internet d'information, perquisitionné et/ou fermé les locaux d'au moins neuf organes de presse et arrêté arbitrairement des dizaines de journalistes. Au moins 37 journalistes sont actuellement derrière les barreaux simplement pour avoir fait leur travail légitime ou exprimé des opinions sur leurs pages personnelles de réseaux sociaux. Au moins 20 d'entre eux ont été arrêtés et placés en détention uniquement en lien avec leur profession, par exemple pour avoir mené des enquêtes, publié des articles ou encore couvert des manifestations antigouvernementales.

L'arrestation de Solafa Magdy, Hossam el Sayed et Mohamed Salah a eu lieu dans le contexte de la répression consécutive aux manifestations de septembre 2019, la plus vaste à s'être abattue sur les voix dissidentes depuis 2014, et deux jours après une descente de police dans les locaux du site indépendant d'information Mada Masr.

Les 20 et 21 septembre 2019, des manifestations éparées ont éclaté dans plusieurs villes d'Égypte, réclamant la démission du président Abdel Fattah al Sissi. Ce mouvement de protestation a été déclenché par la diffusion sur les réseaux sociaux de vidéos où Mohamed Ali, un entrepreneur ayant travaillé pour l'armée égyptienne, accusait des chefs militaires et le président d'avoir dilapidé des fonds publics en faisant construire des propriétés de luxe. Amnesty International a [rassemblé des informations](#) montrant que les forces de sécurité égyptiennes ont procédé à de très nombreuses arrestations de manifestants pacifiques, de journalistes, d'avocats spécialisés dans la défense des droits humains, de militants et de personnalités politiques dans le but de faire taire les critiques et d'empêcher d'autres manifestations. Selon des avocats égyptiens défenseurs des droits humains, les autorités ont arrêté au moins 4 000 personnes en raison de leur participation ou de leur soutien présumés aux manifestations. Les autorités ont ordonné le placement en détention provisoire d'au moins 3 715 personnes dans l'attente des résultats d'investigations sur des charges liées au « terrorisme », dans le cadre de la plus vaste enquête pénale jamais menée à la suite de manifestations en Égypte.

LANGUES À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS : arabe et anglais

Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE : 15 juin 2020

Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

PRÉNOM, NOM ET PRONOM À UTILISER : Solafa Magdy (elle), Hossam el Sayed (il) et Mohamed Salah (il)

LIEN VERS L'AU PRÉCÉDENTE :

<https://www.amnesty.org/fr/documents/mde12/1602/2019/fr/https://www.amnesty.org/en/documents/mde12/160>

[2/2019/en/](#)